



| | |
|------------------------------|--|
| Titre de la réunion : | Réunion plénière Exportation |
| Date de la réunion : | 07/12/2023 |
| Organisateur : | Leslie Lambregts |
| Rapporteur : | Ingrid Decraen |
| Présents : | |
| Leslie Lambregts | AFSCA – DG Politique de contrôle – Directeur Relations internationales |
| Ingrid Decraen | AFSCA – DG Politique de contrôle – Relations internationales |
| David Stulens | SPF Affaires étrangères (B3) |
| Catherine Latour | AWE – Inovéo (Association wallonne des éleveurs) |
| Lucie Lejeune | AWEX (Agence wallonne à l'exportation et aux investissements étrangers) |
| Astrid Vangerven | CBL (Confédération belge de l'industrie laitière) |
| Elien Van Stichel | BFA (Belgian Feed Association) |
| Giel Boey | Boerenbond |
| Anneleen Vandewynckel | FENAVIAN (Fédération Nationale des Fabricants de Produits de Viandes) |
| Imke Van den Broeck | FEVIA (Fédération de l'Industrie alimentaire) |
| Johan Hallaert | FEVIA |
| Tine Vandervelden | FEVIA |
| Peter Jaspers | FIT (Flanders Investment & Trade) |
| Jesse Tersteeg | PB Leiner (gélatine et collagène) |
| Mohammed Boularas | PB Leiner |
| Nick Deschuyffeleer | Rousselot |
| Ann Truyen | VIP / BVK (Fédération des abattoirs industriels de volailles / Fédération professionnelle du secteur de la viande de veau) |

| Ordre du jour | Discussion |
|--|---|
| 1. Approbation de l'ordre du jour | L'ordre du jour a été approuvé. |
| 2. Exportation vers le Royaume-Uni (AFSCA) | <p>Au mois d'août, un nouveau (peut-être définitif) border Target Operating Model a été publié par le Royaume-Uni. À partir du 31/01/2024, les produits que nous estimons comme ayant un 'medium risk' devront être accompagnés d'un certificat.</p> <p>Les entreprises exportant de tels produits se préparent déjà pendant que l'AFSCA met tout en œuvre pour publier à temps les nouveaux recueils d'instruction et certificats de salubrité sur son site internet et configurer BeCert. Les certificats pour les produits et préparations à base de viande pourront être finalisés au début de la semaine prochaine.</p> <p>Problèmes qui se posent actuellement :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Les conditions à l'importation du Royaume-Uni vont au-delà de ce qui est prévu pour les échanges intracommunautaires, raison pour laquelle nous devons fournir des garanties supplémentaires pour les exportations. Il peut s'agir de preuves supplémentaires données par les entreprises ou de pré-certificats. - Certaines entreprises en BE font office de 'hub' : elles rassemblent des produits provenant de toute l'Europe dans des conteneurs destinés à des retailers au Royaume-Uni. Le Royaume-Uni ne veut pas de rayons vides et a opté comme solution pour le 'trusted trader- scheme'. Les opérateurs (importateurs au Royaume-Uni et exportateurs en dehors du Royaume-Uni) voudraient se faire agréer comme 'trusted trader', ce qui permettrait à l'autorité compétente de ne pas devoir fournir de certificat supplémentaire pour les produits provenant d'autres États membres. L'AFSCA n'intervient pas ici, cela se passe entre l'entreprise et DEFRA. Il n'est pas encore certain que tout sera mis en place à la date limite du 31/01. <p>Leslie a abordé ce point lors de la dernière réunion de Potsdam (axée sur les questions vétérinaires). La Commission prévoit encore ce mois-ci une concertation avec DEFRA sur ces deux principaux points.</p> <p><u>Questions/remarques :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - <i>Pour VIP, il s'agit d'une nouvelle information qu'une entreprise européenne peut également demander à être reconnue comme 'trusted trader'. Où peut-on trouver des informations à ce sujet et quels en sont les avantages ?</i> <p>DEFRA avait contacté l'AFSCA et d'autres États membres (où il existe de tels hubs) afin de donner plus d'explications à ce sujet. DEFRA est en contact direct avec ces entreprises.</p> <p>L'avantage est comparable à ce qui existe à la douane, un opérateur économique agréé : à savoir le statut AEO. Il s'agit donc effectivement d'une simplification administrative. Un certificat d'exportation de l'autorité compétente n'est donc plus nécessaire. Les produits arrivent avec des certificats de différents États membres, à la suite de quoi certaines procédures, approuvées par DEFRA, sont suivies. L'AFSCA ne joue aucun rôle à ce niveau-là.</p> |

| Ordre du jour | Discussion |
|---------------|---|
| | <p>Ni l'AFSCA, ni les autres États membres ne disposent d'informations supplémentaires. On a demandé à la Commission que DEFRA fournisse d'urgence des éclaircissements à ce sujet.</p> <p>Leslie souligne qu'il est ici uniquement question de ces hubs, qui ne font rien d'autre que de recevoir le produit, le mettre dans des conteneurs avec d'autres produits et de l'expédier ; il n'y a donc aucune transformation. Il s'agit uniquement d'un groupage, d'un service logistique.</p> <p>CBL affirme que désormais, tous les membres avec des sites de production en France, consolident l'emballage de leurs produits sur leur site belge et les envoient depuis un point de rassemblement en Belgique vers le Royaume-Uni, sans intervention de l'AFSCA ; ce qui n'a jusqu'à présent pas posé de problèmes.</p> <p>C'est exactement ce que fait un hub. Leslie conseille quand même de contacter les ULC pour des situations spécifiques. On ne souhaite pas avoir de surprises.</p> <p>CBL trouve fastidieux que tous ses membres doivent soumettre une demande à leur ULC. Leslie propose alors que la situation soit décrite aussi concrètement que possible et transmise à son service, la situation sera alors examinée avec la DG Contrôle.</p> <ul style="list-style-type: none"> - <i>Si les informations sur le 'trusted trader' ne sont pas encore complètes, l'ULC renverra vers l'administration centrale. Il faudrait quand même pouvoir communiquer de manière uniforme car cela va engendrer de nombreuses questions.</i> <p>L'ULC peut examiner avec l'entreprise en question comment cela se devrait se dérouler si l'AFSCA doit délivrer un certificat. Il est préférable d'envisager le pire des scénarios, à savoir qu'il n'y aura pas de 'trusted trader' avant fin janvier. Les entreprises peuvent entre-temps examiner cela avec DEFRA, et l'AFSCA avec la Commission, et également mettre davantage de pression sur le Royaume-Uni.</p> <ul style="list-style-type: none"> - <i>(Fevia) L'AFSCA prévoit-elle d'autres communications sur le contexte de ces hubs ?</i> <p>De ce que Leslie a entendu lors de la réunion de Potsdam, il conclut que les autres États membres et la Commission savent encore moins de choses que nous. Dans un premier temps, le Royaume-Uni devrait clarifier la situation, également sur leur site web.</p> <p>Nous informerons bien évidemment les stakeholders dès que nous en saurons plus.</p> <ul style="list-style-type: none"> - <i>(PB Leiner, Jesse Tersteeg) : Y a-t-il déjà des informations sur les postes de contrôle frontaliers (obligation 30/04/2024) ? L'installation a déjà été reportée à plusieurs reprises.</i> <p>L'AFSCA ne dispose que des informations qui se trouvent dans le BOM (Border Operating Model).</p> |

| Ordre du jour | Discussion |
|---|--|
| | <p>(CBL) : Cette semaine, DEFRA a lancé un appel aux entreprises britanniques à se porter candidats pour devenir BCP.</p> |
| <p>3. Visites d'inspection pays tiers (AFSCA)</p> | <p>Les visites d'inspection reprennent de plus en plus. Nous en avons déjà eu pour les pommes, les poires et les chicons.</p> <ul style="list-style-type: none"> - Il y en a eu une récemment de la Malaisie pour la viande de porcs. Cela s'est très bien passé. - L'année prochaine, nous avons au planning une visite d'inspection du Mexique pour la viande de volailles. - Une visite très importante de la Chine est prévue afin de lever l'embargo relatif à la grippe aviaire et à la peste porcine. Deux équipes d'inspection (GACC et MARA) viendront en BE la semaine avant Noël. Cette visite est pour l'instant très bien préparée par les secteurs, les entreprises à visiter et l'AFSCA. <p>Les préparations se déroulent bien et l'entente est très bonne avec les autorités chinoises. Après la suppression des mesures liées au covid, les contacts techniques avec notre attaché et le GACC/MARA ont repris. Notre assistante chinoise supplémentaire facilite encore davantage les contacts sur place.</p> <p>En juin, le ministre chinois du GACC a déjà rendu visite à notre ministre, ce qui a également lancé l'un ou l'autre processus.</p> <p>En octobre, Leslie s'est également rendu en Chine avec notre CEO et notre CVO, ce qui a donné un résultat encore meilleur que celui espéré : l'inspection pour la viande de porcs sera concrétisée cette année. Dans le cas d'un bon résultat, le GACC donnera son feu vert à Pékin et l'embargo sera levé. Cela signifie que les entreprises déjà enregistrées dans le système CIFER pourront immédiatement réaliser des exportations (à l'exception des pieds de porcs et autres abats, ce n'est pas encore prévu dans l'enregistrement actuel. Un protocole supplémentaire est nécessaire à cet effet, normalement sans visites d'inspection supplémentaires). Une visite d'inspection supplémentaire sera toutefois probablement nécessaire pour ajouter des entreprises.</p> <p><u>Questions/remarques :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - (Fevia, Tine Vandervelden) L'AFSCA participera-t-elle à la mission de l'UE prévue l'année prochaine sous la supervision du Commissaire ? <p>L'AFSCA ne participera pas mais pourra éventuellement en profiter pour aborder une nouvelle fois la levée de l'embargo relatif à la PPA. Cela a également été abordé lors de la task force Chine.</p> |

| Ordre du jour | Discussion |
|--|---|
| | <ul style="list-style-type: none"> - <i>(Boerenbond) : c'est bien que nous nous dirigeons vers un dénouement. Il est clair qu'un attaché sur place et une assistante constituent un grand pas en avant. Cela me paraît une très bonne idée d'évaluer si une telle chose pourrait être nécessaire ailleurs.</i> - <i>(Fenavian) : quand la transformation de la viande pourra-t-elle être abordée ?</i> <p>Leslie ne peut pas dire quand des exploitations porcines supplémentaires pourront être enregistrées et sous quelles conditions, sans parler des produits à base de viande. En Chine notamment, tout se fait étape par étape.</p> <ul style="list-style-type: none"> - <i>(PB Leiner, Jesse Tersteeg) La gélatine relève-t-elle des abats ?</i> <p>C'est tout à fait différent, c'est un point que nous examinerons encore.</p> <ul style="list-style-type: none"> - <i>(BCZ) Nous avons une inspection vidéo au printemps prochain. De manière générale, a-t-on déjà expérimenté ce type d'inspection chinoise ? Comment faut-il s'y préparer ?</i> <p>Nous pouvons vous expliquer comment cela se déroule concrètement d'un point de vue pratique (partage d'écran, traduction, etc.)</p> <p>Pour la dernière inspection relative aux pommes et aux chicons, il y a eu une très bonne collaboration avec la délégation chinoise ici à Bruxelles. Ils ont contribué à faciliter l'inspection.</p> |
| <p>4. Présidence belge du Conseil européen (AFSCA)</p> | <p>Il s'agit d'une brève annonce : L'année prochaine, la BE aura la présidence du Conseil.</p> <p>Notre service Relations internationales devra présider 2 des groupes de travail du Conseil : à savoir Potsdam (vétérinaire) et Roosendaal (phytosanitaire). Deux réunions par demi-année, donc 4 réunions présidées par Leslie (la coprésidente pour Potsdam sera Emmanuelle Prisse, et pour Roosendaal, Ilse Van Nerum).</p> <p>Aucune législation n'y est discutée, il s'agit d'échanger des informations sur les FTA, ou des discussions de la Commission avec les pays tiers sur l'accès au marché.</p> <p>La présidence est actuellement assurée par l'Espagne. Ils ont pris l'initiative afin d'échanger des informations sur les systèmes de certification des États membres.</p> <p>Leslie souhaiterait que davantage d'informations soient échangées sur la manière de certifier, à savoir l'interprétation des exigences des pays tiers afin de travailler de manière plus uniforme en Europe. Ce n'est pas évident.</p> <p><u>Questions/remarques :</u></p> |

| Ordre du jour | Discussion |
|---|---|
| | <ul style="list-style-type: none"> - <i>SPF Affaires étrangères : concernant la présidence, nous aurions également un sujet sur la Task force Agrifood. S'il devait y avoir des questions concernant cette présidence, David aimerait les connaître car un collègue du service de l'Europe qui s'en occupe sera présent.</i> |
| 5. BeCert (Fevia, AFSCA) | <p><i>Fevia : Comment se déroulera l'aspect 'digitalisation' ? Quel est l'état d'avancement ?</i></p> <p>Leslie donne de brèves explications.</p> <p>D'une part, il y a la certification phytosanitaire pour laquelle 2 certificats sont prévus au niveau international. Si nous voulons certifier numériquement ces certificats depuis notre système national, à savoir BeCert, à destination du Royaume-Uni, il faut passer par le système Traces.</p> <p>Actuellement, cela bloque encore au niveau du cachet pour faire la connexion entre notre système et Traces NT. Cela devrait toutefois être réglé.</p> <p>D'autre part, il y a des certificats de salubrité pour tout ce qui est d'origine animale. La législation ne prévoit pas que cela se déroule via Traces NT. La Commission ne souhaite pas investir dans des connexions entre les systèmes nationaux et Traces NT pour ces certificats de salubrité.</p> <p>La seule option est le contact direct avec le système de DEFRA. Ils ne sont techniquement pas prêts à permettre à court terme une certification électronique. Une solution provisoire consiste à travailler avec des PDF numériques de sorte qu'aucun certificat papier ne soit nécessaire à partir du 31 janvier.</p> <p>Le Royaume-Uni est d'accord avec la solution provisoire proposée par l'équipe BeCert.</p> <ul style="list-style-type: none"> - <i>Fevia demande s'il est possible de regarder la possibilité d'organiser un webinar à ce sujet, début janvier ?</i> <p>Fevia examine plus en détail ce qui est possible de faire avec Leslie.</p> |
| 6. Évaluation de la coopération (AFSCA) | <p>Quel est votre ressenti par rapport à la collaboration ?</p> <ul style="list-style-type: none"> - <i>CBL est très satisfait de l'extension du service de certification vétérinaire. La collaboration se déroule bien, il n'y a pas de plaintes.</i> - <i>VIP rejoint CBL, cela se déroule bien pour des dossiers ponctuels. Nous espérons que les prochaines inspections se passeront bien et que des étapes concrètes seront entreprises dans ces dossiers. Ce serait également un coup de pouce pour l'AFSCA, pour les années de travail effectuées par son personnel avec lequel nous avons une très bonne collaboration. Nous vous en remercions.</i> |

| Ordre du jour | Discussion |
|---------------|---|
| | <ul style="list-style-type: none"> - <i>Fevia : si les secteurs sont satisfaits, nous le sommes aussi. Quel est le ressenti de l'AFSCA par rapport à la collaboration ?</i> Leslie est également satisfait et positif quant à la collaboration avec les différents stakeholders. - <i>FIT : rejoint également Leslie. Nous suivons la collaboration depuis plusieurs années et voyons diminuer les imperfections. Un bon lien a été créé.</i> - <i>BFA remercie l'AFSCA pour la bonne collaboration, qui fonctionne bien depuis des années.</i> - <i>Cela vaut également pour Fenavian, avec tous les collaborateurs. Nous pouvons toujours vous contacter et transmettre les questions de nos membres que nous collectons. Nous avons rapidement une réponse. C'est surtout l'accessibilité qui est très chouette, trouvent-ils.</i> <p>Leslie remercie également tout le monde pour la bonne collaboration.</p> |

| Points d'action | Responsable | Délai |
|-----------------|-------------|-------|
| | | |